



Mairie de Claix

Place Hector Berlioz – 38640 Claix

04 76 98 15 36 – Fax 04 76 98 82 81

www.ville-claix.fr

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL DU JEUDI 19 MAI 2022

PRESENTS : M. Christophe REVIL- Maire, Adjoints : Mme MN. STRECKER ; M. P. ROUSSET ; M. Y. PASDRMADJIAN ; M. JL. BOUCHAUD ; Conseillers municipaux : M. M. PELLOUX-PRAYER ; M. J. TOMASINO ; Mme. M. BRUN ; M. R. DA SILVA ; Mme. M. TROUILLEAU ; M. R. KELLER ; Mme J. GIRAUD ; M. F. GIRARD ; Mme. A. CHIANTIA ; M. S. MOREL ; Mme. N. COTTE ; M. D. CAIROLA ; Mme. I. COMTE DELPACE ; M. Y. GUERIN. M. L. MARTIGNAGO ;

ABSENTS :

POUVOIRS : Mme. B. BERTHON à Mme. MN. STRECKER ; Mme. S. ALPHONSE à Mme. A. CHIANTIA ; Mme. S. IMBERT à Mme M. TROUILLEAU ; Mme. C. RANGOD à Mme. M. BRUN ; M. R. TRECOZZI à M. P. ROUSSET ; Mme A. BOUCHET à M. R. KELLER ; Mme. M. MURIDI à M. Y. PASDRMADJIAN ; M. F. GUITTON à M. J. TOMASINO ; Mme. L. FINET à M. R. DA SILVA ;

DESTINATAIRES :

Mesdames et Messieurs les Conseillers Municipaux.
Madame Christine ROCHA- Directrice Générale des Services.

OUVERTURE DE LA SEANCE : 19H01

Après le constat des conseillers municipaux et validation du quorum, Madame Martine BRUN est nommée par le conseil municipal en qualité de secrétaire de séance.

CLOTURE DE LA SEANCE : 20H27

Précédent compte-rendu : du 24/03/2022.

Procès-verbal du conseil municipal: du 24/03/2022. Voté : à l'unanimité.

Décisions du maire : prise dans le cadre de ses délégations, sont présentées.

Signature des documents :

- Feuille de présence du Conseil Municipal du jeudi 19 mai 2022
- Approbation des délibérations du conseil municipal du 24 mars 2022,

ORDRE DU JOUR

| N° | OBJET DES PROJETS DES DELIBERATIONS | SERVICE / RAPPORTEUR |
|---|---|-------------------------|
| AFFAIRES GENERALES | | |
| 1 | Approbation de la convention pour la création d'un service commun accessibilité | RDS/AG |
| 2 | Désignation des jurés d'assises 2023 | CR/ AG |
| FINANCES ANALYSE COMMANDE PUBLIQUE | | |
| 3 | Clôture de l'APCP travaux de réaménagement de la cantine Rochefort. (Opération d'équipement n° 100) | CR/FACP |
| RESSOURCES HUMAINES | | |
| 4 | Création d'un Comité Social Territorial commun Ville et CCAS | MNS/RH |
| 5 | Modification des modalités de mise en œuvre du Compte Epargne Temps | MNS/RH |

| | | |
|--|---|---------|
| 6 | Jobs Jeunes été 2022 | CR/RH |
| 7 | Modalités de remboursement des frais de repas dans le cadre d'un déplacement pour les besoins du service | MNS/RH |
| DIRECTION TECHNIQUE AMENAGEMENT ENVIRONNEMENT | | |
| 8 | Acquisition de la parcelle AI 796 – Bâtiment La Grange aux Dames | PR/DTAE |
| 9 | Convention pour l'exercice de la compétence eau potable et la préservation des ressources en eau en forêt communale | RK/DTAE |

1/Approbation de la convention pour la création d'un service commun accessibilité

Le Rapporteur EXPOSE :

Grenoble Alpes Métropole propose une offre de service commun accessibilité. La Commune de Claix s'est portée volontaire pour adhérer à ce service et bénéficier ainsi d'une prestation d'expertise et de formation de son personnel.

Pour mettre en place ce service commun, la commune est invitée à s'engager dans le cadre d'une convention de création du service commun. Les prestations seront réalisées à la demande de la Mairie, facturées au prorata du temps passé et imputées sur l'attribution de compensation.

VU le projet de convention annexé à la présente délibération,
VU l'avis du Comité Technique du 02 mai 2022,

Le Rapporteur PROPOSE :

- D'APPROUVER l'adhésion de la Commune de Claix au service commun accessibilité,
- D'APPROUVER le projet de convention afférent,
- D'AUTORISER Monsieur le Maire à signer la convention de création d'un service commun mutualisé.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

2/ Désignation des jurés d'assises 2023

Le Rapporteur EXPOSE :

Vu la loi N° 78-788 du 28 Juillet 1978, portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises et notamment les articles 260 et 261 du Code de Procédure Pénale.

Vu l'arrêté N° 38-2022-04-28-00003 du 28 avril 2022, portant répartition des jurés d'assises pour l'année 2023

Vu l'annexe N°1 de l'arrêté précité, portant sur le tableau de répartition du nombre des jurés d'assises devant figurer sur la liste annuelle de l'année 2023, pour Claix au nombre de 6 jurés.

Le Rapporteur INDIQUE que conformément à la réglementation en vigueur, le Conseil Municipal en partant de la liste électorale, doit procéder au tirage au sort de six noms devant être retenus par la Cour d'Appel de Grenoble. Ce tirage au sort devra comprendre un nombre de noms triple de celui fixé par l'arrêté en vigueur.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

3/ Clôture de l'AP/CP pour les travaux de réaménagement de la cantine Rochefort. (Opération d'équipement n° 100)

Le rapporteur expose :

VU Le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L 2311-3 et R 2311-9, disposant que les crédits budgétaires qui concernent des dépenses d'investissement peuvent comprendre des autorisations de programme (AP) et des crédits de paiement (CP) pour leur caractère pluriannuel.

VU la délibération n°29/2019 du Conseil municipal du 26 Mars 2019,

VU la délibération n°02/2020 du Conseil municipal du 30 Janvier 2020,

VU la délibération n°99/2020 du Conseil municipal du 16 décembre 2020,

La procédure des AP/CP est une dérogation au principe de l'annualité budgétaire. Elle permet, en dissociant l'engagement pluriannuel des investissements de l'équilibre budgétaire annuel, de limiter le recours aux reports d'investissement.

Les AP constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements. Elles demeurent valables, sans limitation de durée, jusqu'à ce qu'il soit procédé à leur annulation. Elles peuvent être révisées par délibération.

Les CP constituent la limite supérieure des dépenses pouvant être mandatées pendant l'année pour la couverture des engagements contractés dans le cadre des autorisations de programme correspondantes.

L'équilibre budgétaire de la section d'investissement s'apprécie en tenant compte des seuls crédits de paiement.

Chaque AP comporte la répartition prévisionnelle par exercice des crédits de paiement correspondants ainsi qu'une évaluation des ressources envisagées pour y faire face.

La situation des AP/CP donne lieu à un état joint aux documents budgétaires des années concernées.

CONSIDERANT que les travaux de réaménagement de la cantine Rochefort se sont achevés en 2021, il convient de clôturer l'AP/CP relatif à cette opération. (Opération d'équipement n°100)

CONSIDERANT que le montant de l'opération s'élève à 389 637.14€, et que les crédits de paiement associés se sont étalés sur les années 2019, 2020 et 2021.

PROPOSE à l'assemblée délibérante de voter la clôture de l'autorisation de programme et la répartition des crédits de paiement comme suit :

- AP : 389 637.14 €
- CP 2019 : 26 654.48 €
- CP 2020 : 329 202.49 €
- CP 2021 : 33 780.17 €

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

4/ Création d'un Comité Social Territorial commun Ville et CCAS

Le Rapporteur EXPOSE

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu le Code Général de la Fonction Publique, et notamment les articles L. 251-5 à L. 251-10

Vu le décret n°2021-571 du 10 mai 2021 relatif aux comités sociaux territoriaux des collectivités territoriales et de leurs établissements publics

Vu l'avis du CT du 02 mai 2022

CONSIDERANT qu'un Comité Social Territorial doit être créé dans chaque collectivité ou établissement public employant au moins 50 agents, au 1^{er} janvier 2023,

CONSIDERANT qu'il peut être décidé par délibérations concordantes des organes délibérants d'une collectivité territoriale et d'un établissement public rattaché à cette collectivité de créer un Comité Social Territorial unique compétent à l'égard des agents de la collectivité et de l'établissement à condition que l'effectif global concerné soit au moins égal à cinquante agents,

CONSIDERANT que l'effectif constaté au 1er janvier 2022 est compris entre 50 et 200 agents :

Ville = 124 agents

CCAS = 29 agents

PROPOSE

- De créer un Comité Social Territorial unique compétent pour les agents de la Ville et du CCAS
- De fixer le nombre de représentants du personnel titulaires au sein du Comité Social Territorial à : 5
- De fixer le nombre de représentants de la collectivité titulaires au sein du Comité Social Territorial à : 5
- D'autoriser le recueil de l'avis des représentants de la collectivité

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

5/ Modification des modalités de mise en œuvre du Compte Epargne Temps

Le Rapporteur EXPOSE

Que suite à la crise sanitaire du Covid19 il avait été donné la possibilité d'alimenter le compte épargne temps à hauteur de 10 jours de congés payés au lieu de 5 jours, et le plafond du nombre de jours pouvant être épargnés avait été porté de 60 à 70 jours,

Ces modalités dérogatoires prenant fin, il convient de délibérer à nouveau afin de revenir sur les règles d'alimentation du compte épargne temps, d'autant plus que la mise en place des 1607h au sein de la collectivité a engendré des modifications dans la gestion du temps de travail pouvant impacter les comptes épargne temps des agents.

Vu le décret n° 2004-878 du 26 août 2004 relatif au Compte Epargne Temps dans la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°2010-531 du 20 mai 2010 relatif au Compte Epargne Temps dans la fonction publique,

Vu le décret 85-1250 du 26 novembre 1985 relatif aux congés annuels des fonctionnaires territoriaux,

Vu la délibération du 17 juin 2020, mettant en place de nouvelles dispositions relatives au Compte Epargne Temps pour les agents de la Ville de Claix,

Vu l'avis du Comité Technique en date du 02 Mai 2022,

CONSIDERANT que la délibération du 17 juin 2020 permet d'alimenter le Compte Epargne Temps à hauteur de 10 jours de congés annuels pour un agent à temps complet, avec un plafond du nombre de jours maximum porté à 70 jours durant la crise sanitaire, et que la volonté est de modifier les modalités d'alimentation du Compte Epargne Temps

PROPOSE d'abroger la délibération du 17 juin 2020 relative au CET

PROPOSE d'adopter la gestion du CET selon les dispositions vues en Comité technique le 02 Mai 2022 et proposées ci-dessous au profit des agents de la Ville.

OUVERTURE DU CET :

Droit de l'agent :

Le CET est un droit. La collectivité ne peut s'opposer à la demande d'ouverture d'un agent dans la mesure où ce dernier remplit les conditions pour ce faire.

Pour ouvrir et, le cas échéant, effectuer simultanément une première alimentation du CET, l'agent doit transmettre au service des Ressources Humaines sous couvert du responsable hiérarchique, une demande au plus tard le 31 janvier de l'année N+1.

Pour les demandes d'alimentation annuelles suivantes, l'agent doit transmettre au service des ressources humaines sous couvert du responsable hiérarchique, une demande au plus tard le 1^{er} janvier de l'année N+1, cette date coïncidant avec la date butoir pour poser les congés de l'année N.

Une information annuelle est faite à l'agent des jours épargnés et consommés.

Bénéficiaires :

Les agents titulaires,

Les agents non titulaires employés de manière continue depuis au moins un an.

Sont exclus du dispositif :

Les agents stagiaires,

Les agents titulaires relevant du cadre d'emploi des professeurs d'enseignement artistique, des assistants et assistantes spécialisés d'enseignement artistique,

Les agents non titulaires relevant des cadres d'emplois de la filière artistique,

Les agents non titulaires recrutés pour une durée inférieure à une année

Les agents recrutés en application de l'article L332-23 du Code général de la Fonction Publique (recrutement pour faire face à un besoin occasionnel ou saisonnier),

Les agents non titulaires bénéficiaires d'un contrat de droit privé,

Les assistantes familiales et assistantes maternelles.

ALIMENTATION DU CET :

Jours pouvant être épargnés :

5 jours de congés annuels pour un agent à temps complet,

5 jours de repos compensateurs pour un agent à temps complet (heures supplémentaires ou complémentaires effectives, sur la base de 1 journée = 7 heures, soit 35 heures au maximum en tout),

2 jours de RTT,

Nombre de jours épargnés au prorata temporis pour les agents à temps non complet ou à temps partiel.

Jours ne pouvant pas être épargnés :

Les congés bonifiés,

Report des jours de congés annuels acquis en qualité de stagiaire.

Plafond :

60 jours au total maximum (les agents ayant acquis entre 61 et 70 jours durant la crise sanitaire liée au Covid en gardent le bénéfice).

Validité du CET :

Pas de délai.

UTILISATION DU CET :

Acceptation de la demande :

De plein droit à l'issue d'un congé maternité, d'un congé d'adoption, d'un congé paternité ou d'un congé d'accompagnement d'une personne en fin de vie.

Sous réserve des nécessités de service dans les autres cas.

Préavis d'utilisation :

Pas de préavis mais sous réserve des nécessités de service.

Epargne minimale :

Pas d'épargne minimale.

Nombre de jours par utilisation :

Pas de nombre de jours minimum.

Situation de l'agent :

L'agent est considéré en période d'activité et conserve donc ses droits à rémunération, à congés, et pour les fonctionnaires, ses droits à avancement pendant l'utilisation du CET.

Compensation financière :

Pas de compensation financière

CHANGEMENT D'EMPLOYEUR, DE POSITION OU DE SITUATION ADMINISTRATIVE :

Titulaires :

Conservation des droits acquis en cas de :

-Mutation (sauf dispositions relatives à la période transitoire),

-Détachement,

-Disponibilité,

-Congé parental,

-Accomplissement du service national et des activités dans la réserve opérationnelle et dans la réserve sanitaire,

-Placement en position hors cadres,

-Mise à disposition.

Non titulaires :

Solde obligatoire du CET avant chaque changement d'employeur.

CESSATION DE FONCTION :

Le CET doit être soldé en cas de :

-Retraite,

-Démission,

-Licenciement,

-Révocation,

-Non réintégration,

-Fin de contrat

Décès :

Indemnisation obligatoire des ayants droits.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

6/ Jobs Jeunes été 2022

Le Rapporteur EXPOSE

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984, modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret 88-145 du 15 février 1988 modifié par le décret 2015-1912 du 29 décembre 2015,

CONSIDERANT la volonté de poursuivre la mise en place des emplois saisonniers durant l'été destinés aux jeunes de 16/17 ans,

CONSIDERANT que le recours à ces personnels contractuels est prévu dans le cadre des crédits nécessaires intégrés au chapitre 12 du budget annuel,

CONSIDERANT que l'enveloppe dédiée correspond en 2022 à 16 postes à pourvoir durant 2 à 4 semaines sur des volumes allant du mi-temps au temps complet en fonction des missions confiées,

CONSIDERANT que ces emplois répondent à un besoin des services tout en donnant l'opportunité d'une première expérience professionnelle à des jeunes mineurs,

PROPOSE :

D'AUTORISER Monsieur le Maire au recrutement direct d'agents contractuels à titre saisonnier dans le cadre de « jobs jeunes » destinés aux 16/17 ans durant la période estivale,

DE FIXER la rémunération sur la base du 1^{er} échelon des grades de catégorie C échelle C1,

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

7/ Modalités de remboursement des frais de repas dans le cadre d'un déplacement pour les besoins du service

Le Rapporteur EXPOSE

VU le Code Général de la Fonction Publique

VU le décret n°2001-654 du 19 juillet 2001 fixant les conditions et les modalités de règlements des frais occasionnés par les déplacements des personnels des collectivités locales et établissements publics mentionnés à l'article 2 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et abrogeant le décret n° 91-573 du 19 juin 1991,

VU le décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

VU l'arrêté du 3 juillet 2006 fixant les taux des indemnités de mission prévues à l'article 3 du décret n°2006-781 du 3 juillet 2006 fixant les conditions et les modalités de règlement des frais occasionnés par les déplacements temporaires des personnels civils de l'Etat,

Il est rappelé que les agents qui se déplacent pour les besoins du service (mission, action de formation statutaire ou de formation continue) en dehors de leur résidence administrative et de leur résidence familiale peuvent, le cas échéant, prétendre au remboursement des frais de repas exposés dans ce cadre.

Depuis le 1er janvier 2020, la prise en charge est fixée à 17,50 € par repas, qu'il s'agisse du repas du midi ou de celui du soir. Le petit-déjeuner ne saurait être pris en charge à ce titre.

Le décret n°2020-689 du 4 juin 2020 autorise les collectivités territoriales et les établissements publics locaux à déroger au remboursement forfaitaire des frais de repas et à instaurer, par délibération, un remboursement au réel, dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire (17,50 €).

Le remboursement est conditionné par la production des justificatifs de paiement (factures, tickets) auprès de l'ordonnateur de la collectivité.

Pour rappel, aucune indemnité de repas ne peut être attribuée aux agents bénéficiant de la gratuité du repas.

PROPOSE d'instaurer à compter du 1^{er} Juillet 2022 un remboursement au réel des frais de repas exposés à l'occasion des déplacements professionnels en dehors de la résidence administrative et de la résidence familiale dans la limite du plafond prévu pour le remboursement forfaitaire,

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

8/ Acquisition de la parcelle AI 796 – Bâtiment La Grange aux Dames

Vu le code de l'urbanisme et notamment son article R423-1 ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et, notamment, son article L2241-1 qui donne compétence au conseil municipal pour délibérer sur la gestion des biens et sur les opérations immobilières effectuées par la commune ;

Vu l'estimation de France Domaines en date du 17/11/2020,

Vu l'accord donné par les propriétaires sur la proposition, faite par la commune de Claix, pour l'acquisition de cette parcelle,

Le rapporteur EXPOSE que l'école privée dite « Ecole Saint Pierre » a déménagé depuis fin 2021.

Le bâtiment historique dit « la Grange aux Dames », installé sur la parcelle AI 796, est donc inoccupé depuis lors et mis en vente par le propriétaire dénommée L'ASSOCIATION D'EDUCATION POPULAIRE DE CLAIX ayant son siège social à CLAIX (Isère) Ecole Saint Pierre - Ecole Libre Privée Mixte de Claix, ladite association formée sous le régime de la loi du 1er juillet 1901, aux termes de ses statuts en date du 19 septembre 1926, déclarée à la Préfecture de l'Isère, le 16 octobre 1926 ;

Cette parcelle de 1674m² se situe en plein cœur du centre bourg, à l'angle de l'Avenue de Belledonne et de l'Avenue Bougault.

La bâtisse principale, classée au patrimoine local, se compose de 3 niveaux en élévation et un niveau en sous-sol.

Dans le cadre de son engagement dans la protection et la valorisation du patrimoine du territoire, la commune de Claix souhaite se porter acquéreur de la parcelle AI 796.

Elle constitue une opportunité intéressante pour la ville, au titre de la réserve foncière et des actions mises en œuvre dans le cadre de la démarche « Cœur de ville, Cœur de métropole ».

Conformément à l'estimation faite par France Domaines, il est proposé de procéder à son acquisition au prix de 550 000 euros, suivant accord trouvé avec les propriétaires.

Les frais inhérents à cette transaction seront supportés par la commune.

Considérant l'ambition de valoriser l'histoire et le patrimoine local,

Considérant l'intérêt pour la ville de Claix d'acquérir dans l'objectif de préserver et mettre en valeur ce patrimoine exceptionnel au cœur du village.

Considérant l'intérêt pour la ville de Claix de maintenir ses actions de mise en valeur du centre bourg,

Il est proposé au conseil municipal d'acquérir la parcelle AI 796 (1674m²) ainsi que les bâtiments qui y sont situés, à hauteur de 550 000€,

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

9/ Convention pour l'exercice de la compétence eau potable et la préservation des ressources en eau en forêt communale

Le Rapporteur EXPOSE le besoin de Grenoble Alpes Métropole (GAM) de régulariser le foncier des périmètres de protection immédiate de captages en forêt communale pour l'exercice de la compétence eau potable. Afin d'assurer la pérennité du patrimoine forestier des collectivités territoriales, le régime juridique forestier ne permet pas le transfert à la Métropole de la propriété des parcelles de captage en forêt communale.

A Claix, le captage de Savoyères est exploité par Grenoble Alpes Métropole et sa source est soumise au régime forestier mis en œuvre par l'Office National des Forêts (ONF).

Grenoble Alpes Métropole (GAM) mène actuellement un travail de coopération avec l'ONF et les communes concernées en vue :

- D'accorder à GAM un droit d'occupation et de gestion pour l'exercice de la compétence eau potable, à Claix sur le captage de Savoyères ;

- De concilier les enjeux de préservation des ressources en eau potable et les enjeux de gestion des espaces forestiers publics dans ces mêmes périmètres de protection.

Ainsi, une convention de partenariat a été proposée à la commune et est annexée à la présente délibération. Elle définit les modalités d'intervention des deux parties dans les périmètres de protection de captage situés en forêt communale.

VU la convention de partenariat pour la préservation des ressources en eau en forêt publique, signée entre la Métropole et l'ONF le 29 mars 2022.

Le Rapporteur PROPOSE :

- D'approuver les termes de la convention de partenariat avec Grenoble Alpes Métropole

- D'autoriser Monsieur le Maire à signer la convention de partenariat avec Grenoble Alpes Métropole.

Modalités de vote : à l'unanimité (29 votants)

Claix le 20 mai 2022

Le Maire,

Christophe REUIL



Date d'affichage: 23.05.2022
Date de retrait: 23.07.2022